

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1074

27 mai 2009

SOMMAIRE

Alpina Investments S.à r.l.	51510	INNCONA S.à r.l. & Cie. Quatre-vingt-douzième (92.) S.e.c.s.	51521
Attica S.à r.l.	51516	INNCONA S.à r.l. & Cie. Vingt-deuxième (22.) S.e.c.s.	51531
BBL International S.A.	51516	Institut Sephoris, l'Observatoire Européen des Droits de l'Homme et de la Famille A.s.b.l.	51535
Carmes Holdings S.à r.l.	51514	I.P.P. Luxembourg S.A.	51519
Carmes Holdings S.à r.l.	51515	LCE Allemagne 7 S.à r.l.	51552
Carmes Holdings S.à r.l.	51515	Lexi S.A.	51508
Carmes Holdings S.à r.l.	51514	Lodenbau International	51511
Cathare Wines S.A.	51506	Lux Engineering S.A.	51510
Cedington S.A.	51512	Maghreb Investments Limited	51537
Entreprise de Toiture Marc Balance s.à r.l.	51506	Merrill Lynch German Hotel Investment Holdings S.à r.l.	51515
Erelid S.A.	51508	Merrill Lynch German Hotel Investment Holdings S.à r.l.	51518
Escafin Invest S.A.	51511	Nuria S.A.	51509
Europa Cobalt S.à r.l.	51520	Ode International Publishers S.N.C.	51513
Europa Copper S.à r.l.	51519	Perseus Immobilien Gesellschaft 7	51552
Europa Iron S.à r.l.	51509	Pirelli Finance (Luxembourg) S.A.	51506
Europa Nickel S.à r.l.	51520	Point Luxembourg Holding S.à r.l.	51508
Europa OCG S.à r.l.	51519	PPS Grande Duchesse S.A.	51517
Europa Quartz S.à r.l.	51510	PPS Portugal S.A.	51518
Fraser Liquidity Luxembourg Branch	51507	Publitop	51509
Gambaras S.A.	51512	Resort & Real Estate Investment S.A.	51512
GWM Multi Manager Fund	51514	Riverside Europe Loudspeakers Luxembourg S.à r.l.	51552
HTF elektro G.m.b.H.	51517	Ruala Invest S.A.	51513
Humboldt Multi Invest B	51507	Slovenia Broadband S.à r.l.	51520
Indian Summer S.A.	51513	Software AG Belgium SA	51516
Industrial Diamond S.A.	51517	Valamdara S.A.	51511
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-cinquième (585.) S.e.c.s.	51533	West Fraser Luxembourg S.à r.l.	51507
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-deuxième (582.) S.e.c.s.	51525	Worldwide Sports Investments S.à r.l.	51518
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-quatrième (584.) S.e.c.s.	51527		
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-troisième (583.) S.e.c.s.	51523		
INNCONA S.à r.l. & Cie. Deux cent quatre-vingt et unième (281.) S.e.c.s.	51529		

Pirelli Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 58.422.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle le 5 mars 2009

Résolutions:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2009:

Conseil d'administration:

MM. Claude Deschenaux, administrateur de société, né le 29 septembre 1934 à Grenoble (France), résident professionnellement au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur et président;

Paul Helminger, bourgmestre de la Ville de Luxembourg, né le 28 octobre 1940 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), résident professionnellement au 55, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, administrateur et vice-président;

Pierluigi Zanaboni, dirigeant d'entreprises, né le 16 avril 1955 à Milan (Italie), résident professionnellement au 72, via Chiese, I-20100 Milan (Italie), administrateur;

Bernard Huppert, dirigeant d'entreprises, né le 30 août 1952 à Rentrisch (Allemagne), résident professionnellement au 5 Ahornstrasse, CH-4153 Reinach (Suisse), administrateur.

Commissaire aux comptes:

Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Pour Pirelli Finance (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2009058290/26.

(090067706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2009.

Cathare Wines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 96.995.

—
La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association n° 1306 du 8 décembre 2003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CATHARE WINES S.A.

Signature

Référence de publication: 2009059161/13.

(090069066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Entreprise de Toiture Marc Balance s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 10, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 48.018.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2009.

Pour ENTREPRISE DE TOITURE MARC BALANCE s.à.r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2009059248/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2009, réf. LSO-DE00650. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090068501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Fraser Liquidity Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 119.819.

Société mère: Fraser Liquidity Management Hungary Limited Liability Company

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009059162/11.

(090068863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

West Fraser Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 52.281.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 98.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009059163/11.

(090068866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Humboldt Multi Invest B, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.566.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 10. November 2008

Fünfter beschluss

Die ordentliche Generalversammlung bestätigt die Ernennung von Herrn Jürgen NIEMEIER und Herrn Joachim ERHARDT als Verwaltungsratsmitglieder.

Die ordentliche Generalversammlung wählt die Herren Roland FRANZ, Jürgen NIEMEIER und Joachim ERHARDT als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2009.

Die ordentliche Generalversammlung beschließt, PricewaterhouseCoopers S. à r.l., 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer wiederzuernennen.

Die Dauer des Mandates des Wirtschaftsprüfers beschränkt sich auf ein Jahr und endet mit der nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2009.

Danach setzt der Verwaltungsrat sich wie folgt zusammen:

Herr Joachim Erhardt

Am Hauptbahnhof 2, D-70173 Stuttgart

Herr Jürgen Niemeier

Am Hauptbahnhof 2, D-70173 Stuttgart

Herr Roland Franz

1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg

Für Humboldt Multi Invest B

Société d'Investissement à Capital Variable-fonds d'investissement spécialisé

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2009059776/1126/32.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2009, réf. LSO-DD03463. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090069743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Lexi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 57.956.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2009. Signature.

Référence de publication: 2009059165/10.

(090068872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Point Luxembourg Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 32.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 104.065.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 mai 2009. Signatures.

Référence de publication: 2009059166/11.

(090068875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Erelid S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 123.129.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée
Générale Extraordinaire tenue au siège social de Carey S.A. le 7 mai 2009*

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale décide de démissionner avec effet immédiat le Commissaire aux comptes et les administrateurs suivants, à savoir

- Trustaudit S.A., Société Anonyme, dont le siège social est situé au 207, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 73.125 de son poste de Commissaire aux comptes.

- Madame Sandrine Antonelli, née le 6 mars 1969 à Savigny-Sur-Orge (France), demeurant professionnellement au 207, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, de son poste d'Administrateur.

- Madame Claudine Boulain, née le 2 juin 1971 à Moyeuve-Grande (France), demeurant professionnellement au 207, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, de son poste d'Administrateur.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat les administrateurs suivants, à savoir:

- Monsieur Ivo Kustura, né le 20 septembre 1969 à JAJCE (Croatie), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat,

- Monsieur Jean Lambert, maître en économie, né le 2 mai 1952 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur avec effet immédiat.

Leurs mandats d'administrateurs expireront lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2011.

L'Assemblée Générale décide nommer un nouveau Commissaire aux comptes avec effet immédiat, à savoir:

- EXAUDIT S.A., société anonyme, dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.982.

Le mandat du commissaire aux comptes expirera lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009060047/33.

(090070147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Publitoip, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.734.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 avril 2009 a décidé de:

- renouveler les mandats de:

Mme Maryse WILMET, Coordinateur Product Manager Gestion Court Terme Dexia Banque Belgique S.A., 44 boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles

M. Jeffrey NADAL, Vice-Président

RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette

Mme Isabelle CABIE, Global Head Institutional Portfolio Management

Dexia Banque Belgique S.A., 44, boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles

DEXIA ASSET MANAGEMENT Luxembourg représentée par M. Naïm Abou-Jaoudé, 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

M. Jean-Yves MALDAGUE, Président du Comité de Direction et Administrateur-Délégué

Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

pour une période d'un an allant jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2010,

- renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, Luxembourg en tant que Réviseur d'Entreprises, pour une période d'un an allant jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2010.

Luxembourg, le 28 avril 2009.

Pour PUBLITOP, Société Anonyme

RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2009059333/26.

(090069162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Europa Iron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.520.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 115.367.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société à Luxembourg en date du 30 avril 2009

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue en date du 30 avril 2009 qu'il a été décidé, sur base de l'article 5 des statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société du 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 mai 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009059548/16.

(090069272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Nuria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 85.524.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de la réunion du Conseil d'Administration en date du 31 janvier 2008, la décision suivante a été prise:

1) La démission de Madame Manette OLSEM de sa fonction d'Administrateur a été acceptée.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009059585/12.

(090069318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Lux Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4760 Pétange, 62, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 114.811.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société Lux Engineering s.a. tenue au siège de la Société en date du 26 février 2009

Tous les Actionnaires sont présents.

Les administrateurs ont pris les décisions suivantes:

Les administrateurs acceptent:

- La révocation de la société EAST-WEST TRADING Company G.m.b.h., ayant son siège social à 50, Esplanade L-9227 DIEKIRCH en tant qu'administrateur,

- La révocation de la société START 56 S.A.R.L., ayant son siège social à 50, Esplanade L-9227 DIEKIRCH en tant qu'administrateur,

- La nomination de M. BOUYIDOU Sam, demeurant à 41, Rue du Pirchat B-1350 ORP-LE-GRAND en tant qu'administrateur et administrateur-délégué,

- La nomination de M. VANHEES Hubert, demeurant à 40, Klaphoekstraat B-3730 HOESELT en tant qu'administrateur.

Les décisions ont été admises à l'unanimité.

Après cela l'assemblée générale extraordinaire est déclarée comme terminée.

Signé en nom de la société «LUX ENGINEERING S.A.»

M. BOUYIDOU Sam / M. VANHEES Hubert

Administrateur - délégué / Administrateur

Référence de publication: 2009059353/1399/26.

Enregistré à Luxembourg, le 17 avril 2009, réf. LSO-DD05039. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090068650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Europa Quartz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.639.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société à Luxembourg en date du 30 avril 2009

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue en date du 30 avril 2009 qu'il a été décidé, sur base de l'article 5 des statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société du 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 mai 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009059551/16.

(090069234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Alpina Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 105.829.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2009.

Doeke van der Molen

Gérant Unique

Référence de publication: 2009059717/12.

(090069417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Lodenbau International, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 48.518.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LODENBAU INTERNATIONAL
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059754/12.

(090069961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Valamdara S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 123.764.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VALAMDARA S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059755/12.

(090069963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Escafin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 109.781.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Bertrange le 23 avril 2009

Il résulte dudit procès-verbal que la société MARBLEDEAL LTD., 41 Chalton Street, GB-London NW1 1JD, a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

La société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à.r.l., ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été nommée comme nouveau commissaire aux comptes et terminera le mandat de son prédécesseur.

Nomination des représentants permanents

La société PROCEDIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange inscrite au R.C. S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.164, nommée Administrateur en date du 29 juillet 2005, a désigné Madame Catherine DE WAELE, née à Charleroi (Belgique), le 25 avril 1966, employée privée, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentante permanente pour toute la durée de son mandat soit jusqu'en 2011.

La société CRITERIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange inscrite au R.C. S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.199, nommée Administrateur en date du 29 juillet 2005, a désigné Monsieur Gabriel JEAN, né à Arlon (Belgique), le 5 avril 1967, employé privé, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat soit jusqu'en 2011.

Bertrange, le 23 avril 2009.

Pour ESCAFIN INVEST S.A.

PROCEDIA SARL / CRITERIA SARL

Administrateur / Administrateur

Représentée par Mme Catherine DE WAELE / Représentée par M. Gabriel JEAN

Représentante permanente / Représentant permanent

Référence de publication: 2009060274/30.

(090070172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Gambaras S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 123.758.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GAMBARAS S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059756/12.

(090069967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Resort & Real Estate Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 93.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RESORT & REAL ESTATE INVESTMENT S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059757/12.

(090069970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Cedington S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 109.715.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Bertrange le 24 avril 2009

Il résulte dudit procès-verbal que la société MARBLEDEAL LTD., 41 Chalton Street, GB-London NW1 1JD, a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

La société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à.r.l., ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été nommée comme nouveau commissaire aux comptes et terminera le mandat de son prédécesseur.

Nomination des représentants permanents

La société PROCEDIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange inscrite au R.C. S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.164, nommée Administrateur en date du 29 juillet 2005, a désigné Madame Catherine DE WAELE, née à Charleroi (Belgique), le 25 avril 1966, employée privée, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentante permanente pour toute la durée de son mandat soit jusqu'en 2011.

La société CRITERIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange inscrite au R.C. S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.199, nommée Administrateur en date du 29 juillet 2005, a désigné Monsieur Gabriel JEAN, né à Arlon (Belgique), le 5 avril 1967, employé privé, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat soit jusqu'en 2011.

Bertrange, le 24 avril 2009.

Pour CEDINGTON S.A.
PROCEDIA SARL / CRITERIA SARL
Administrateur / Administrateur

Représentée par Mme Catherine DE WAELE / Représentée par M. Gabriel JEAN
Représentante permanente / Représentant permanent

Référence de publication: 2009060275/30.

(090070170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Indian Summer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 126.086.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INDIAN SUMMER S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059762/12.

(090069925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Ode International Publishers S.N.C., Société en nom collectif.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 123.921.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ODE INTERNATIONAL PUBLISHERS S.N.C.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059763/12.

(090069929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Ruala Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 84.773.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Bertrange le 24 avril 2009

Il résulte dudit procès-verbal que la société MARBLEDEAL LTD., 41 Chalton Street, GB-London NW1 1JD, a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

La société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à.r.l., ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été nommée comme nouveau commissaire aux comptes et terminera le mandat de son prédécesseur.

Nomination des représentants permanents

La société PROCEDIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange inscrite au R.C. S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.164, nommée Administrateur en date du 14 mars 2007, a désigné Madame Catherine DE WAELE, née à Charleroi (Belgique), le 25 avril 1966, employée privée, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentante permanente pour toute la durée de son mandat soit jusqu'en 2013.

La société CRITERIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange inscrite au R.C. S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.199, nommée Administrateur en date du 14 mars 2007, a désigné Monsieur Gabriel JEAN, né à Arlon (Belgique), le 5 avril 1967, employé privé, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat soit jusqu'en 2013.

Bertrange, le 24 avril 2009.

Pour RUALA INVEST S.A.

PROCEDIA SARL / CRITERIA SARL

Administrateur / Administrateur

Représentée par Mme Catherine DE WAELE / Représentée par M. Gabriel JEAN

Représentante permanente / Représentant permanent

Référence de publication: 2009060276/30.

(090070167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Carmes Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.866.

Jean LAMBERT,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
né le 2 mai 1952 à Luxembourg,

démissionne, par la présente, du mandat de Gérant de la société à responsabilité limitée:

CARMES HOLDINGS S.à r.l.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
enregistrée au RCS Luxembourg sous le numéro B 129866

Date effective: 6 Mai 2009

Luxembourg, le 6 Mai 2009.

Jean LAMBERT.

Référence de publication: 2009059764/16.

(090070091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Carmes Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.866.

Catherine PEUTEMAN,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

née le 1^{er} décembre 1967 à Messancy, Belgique

démissionne, par la présente, du mandat de Gérant de la société à responsabilité limitée:

CARMES HOLDINGS S.à r.l.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
enregistrée au RCS Luxembourg sous le numéro B 129866

Date effective: 6 Mai 2009

Luxembourg, le 6 Mai 2009.

Catherine PEUTEMAN.

Référence de publication: 2009059765/16.

(090070087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

GWM Multi Manager Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 115.479.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 14 avril 2009, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'GWM MULTI MANAGER FUND' ont pris les résolutions suivantes:

- renouvelé le mandat des membres du Conseil d'Administration qui est composé comme suit jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire de 2010:

Sigieri Diaz della Vittoria Pallavicini,

Arturo Nattino,

Andrea Nattino,

Giacomo Scribani Rossi,

Moataz El-Sherif,

Gabriele Bartolucci, résidant professionnellement au 53, Rue Henri Dunant, L-1423 Luxembourg;

- renouvelé le mandat de Réviseur d'Entreprise de PricewaterhouseCoopers S. à r.l. jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire de 2010.

Luxembourg, le 13 mai 2009.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2009059771/22.

(090069897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Carmes Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.866.

Patrice YANDE,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

né le 30 juin 1969 à Saint-Mard, Belgique,

démissionne, par la présente, du mandat de Gérant de la société à responsabilité limitée:

CARMES HOLDINGS S.à r.l.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

enregistrée au RCS Luxembourg sous le numéro B 129866

Date effective: 6 Mai 2009

Luxembourg, le 6 Mai 2009.

Patrice YANDE.

Référence de publication: 2009059766/16.

(090070085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Carmes Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.866.

Ivo KUSTURA,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, né le 20 septembre 1969 à Jajce, Bosnie-Herzégovine,

démissionne, par la présente, du mandat de Gérant de la société à responsabilité limitée:

CARMES HOLDINGS S.à r.l.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

enregistrée au RCS Luxembourg sous le numéro B 129866

Date effective: 6 mai 2009

Luxembourg, le 6 Mai 2009.

Ivo KUSTURA.

Référence de publication: 2009059767/16.

(090070081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Merrill Lynch German Hotel Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.790.

Il résulte des décisions prises par les Associés de la Société en date du 30 septembre 2008, le conseil de gérance de la Société se compose par des gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B avec pouvoir de signature conjointe obligatoire d'au moins un gérant de catégorie A et au moins un gérant de catégorie B.

L'introduction des catégories de gérants a été constatée par un acte notarié passé devant Me Henri Hellinckx en date du 12 mars 2009.

Suite à ces faits, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Mme Janina Messinger, gérant de catégorie A;

M. Mark Fenchelle, gérant de catégorie A;

M. John Michael Katz, gérant de catégorie A;

M. Wim Rits, gérant de catégorie B;

M. Gérald Welvaert, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Merrill Lynch German Hotel Investment Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009059970/22.

(090069772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Attica S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 142.418.

—
EXTRAIT

Conformément à un contrat de cession de parts sociales en date du 1^{er} avril 2009, les 125.000 (cent vingt-cinq mille) parts sociales d'ATTICA S.à r.l. ont été transférées par PARFISO S.A., une société anonyme constituée et régie selon les lois Luxembourgeoises, ayant son siège social au 19 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125133, à Brookshields Holdings Limited, constituée et régie selon les lois de Gibraltar, ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 97256.

Depuis le 1^{er} avril 2009, les 125.000 (cent vingt-cinq mille) parts sociales d'ATTICA S.à r.l. représentant 100% du capital social de cette société sont détenues par Brookshields Holdings Limited.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 08 mai 2009.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2009059768/21.

(090070065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

BBL International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 135.266.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 avril 2009 que:

- SER.COM Sàrl, ayant son siège social à Luxembourg, 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg, a été nommé nouveau commissaire en remplacement de Audit.lu, démissionnaire. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en 2010.

Luxembourg, le 18 avril 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009059770/15.

(090070002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Software AG Belgium SA, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8308 Capellen, 40, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 86.830.

—
L'assemblée générale des actionnaires du 1^{er} décembre 2008 de la société anonyme de droit belge SOFTWARE AG BELGIUM S.A. a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Ole KOCK, de son mandat d'administrateur-délégué et annulation de ses pouvoirs de gestion journalière et de gestion financière;

- Nomination de Monsieur Johan PAUWELS, né le 10 juin 1968 à Kortrijk (Belgique), demeurant Kapittelstraat, 8, B-8520 Kuurne au poste d'administrateur et d'administrateur-délégué avec pouvoir de gestion journalière et gestion financière;

- Monsieur Johan PAUWELS est également nommé représentant permanent de la succursale du Luxembourg en remplacement de Monsieur Ole KOCK

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 7 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009060089/18.

(090069521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

PPS Grande Duchesse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 103.134.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PPS Grande Duchesse S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009059777/12.

(090069945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

HTF elektro G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 44.306.

1.) Der Name der alleinigen Gesellschafterin, Rexel Deutschland Elektrofachgroßhandel GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in D-80939 München, Lilienthalallee 25, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts München unter Nummer HRB 160390, wurde mit Wirkung zum 19. Dezember 2008 in DEG Deutsche Elektro-Gruppe Elektrofachhandel GmbH abgeändert.

2.) Aus einem Vertrag zur Übertragung von Gesellschaftsanteilen vom 21. April 2009 ergibt sich, dass DEG Deutsche Elektro-Gruppe Elektrofachhandel GmbH (vormals: Rexel Deutschland Elektrofachgroßhandel GmbH), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in D-80939 München, Lilienthalallee 25, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts München unter Nummer HRB 160390, die 1.000 Gesellschaftsanteile, die sie an der Gesellschaft hielt, an die Gesellschaft deutschen Rechts Sonepar Deutschland / Region West GmbH, mit Sitz in D-59439 Holzwickede, Natorper Straße 9, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Hamm unter Nummer HRB 30161, übertragen hat.

Zusammenfassend, die 1.000 Gesellschaftsanteile an der Gesellschaft hält nunmehr Sonepar Deutschland / Region West GmbH.

Alls beglaubigter Auszug ausgestellt zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 21.04.2009.

Im Namen der Gesellschaft

Dr. Frank Stahn / Axel Josten

Référence de publication: 2009059778/260/26.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mai 2009, réf. LSO-DE00342. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090069841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Industrial Diamond S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 38.840.

Le siège social de la société, fixé jusqu'alors au 180, rue des Aubépines, L-Luxembourg, a été dénoncé avec effet au 24 avril 2009.

Les administrateurs M. Guy Baumann, Jean Bodoni, Guy Kettmann ainsi que le commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A. se sont démis de leurs fonctions le même jour.

Luxembourg, le 29 AVR. 2009.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Catherine Royemans / Mireille Wagner

Référence de publication: 2009059787/1017/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2009, réf. LSO-DE00862. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090069616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

PPS Portugal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 138.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PPS Portugal S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009059781/12.

(090069950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Worldwide Sports Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 100.975.

Il résulte d'un acte sous seing privé du 24.04.2009 que:

- Monsieur Julio Prieto Martin, Calle Milenas 50, Monterrozas, 28230 Las Rozas, Madrid, Espagne, a cédé 250 actions à Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg, en abrégé Experta Luxembourg, société anonyme, RCS Luxembourg B-29597, ayant son siège social au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

- Monsieur Alejandro Gustavo Camaño Toloso, Calle Caratides 33, Monterrozas, 28230 Las Rozas, Madrid, Espagne, a cédé 250 actions à Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg, en abrégé Experta Luxembourg, société anonyme, RCS Luxembourg B-29597, ayant son siège social au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

Luxembourg, le 29 AVR. 2009.

Pour WORLDWIDE SPORTS INVESTMENTS S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Catherine Royemans / Mireille Wagner

Référence de publication: 2009059782/1017/23.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2009, réf. LSO-DE00860. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090069675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Merrill Lynch German Hotel Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.790.

Il résulte des décisions prises par les Associés de la Société en date du 5 mai 2009:

1. Démission de Mme Teodora Ciota de ses fonctions de Gérant de la Société avec effet au 4 mars 2009.

2. Election de nouveau Gérant pour une durée indéterminée à partir du 4 mars 2009: Mr Mark Fenchelle né le 14 janvier 1962 à Londres, Royaume-Uni, demeurant professionnellement à 2, King Edward Street, Londres EC1A 1HQ, Royaume-Uni.

Election de nouveau Gérant pour une durée indéterminée à partir du 4 mars 2009 Mme Janina Messinger, né le 12 mars 1978 à Nastätten, Allemagne, demeurant professionnellement à 2, King Edward Street, Londres EC1A 1HQ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Merrill Lynch German Hotel Investment Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009059971/19.

(090069765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Europa OCG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 148.050,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 105.646.

—
Résolution adoptée par le gérant unique de la Société en date du 31 mars 2009

Il résulte de la résolution adoptée par le gérant unique de la Société en date du 31 mars 2009 qu'il a été décidé, sur base de l'article 5 des statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société du 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 avril 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009060008/16.

(090069960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Europa Copper S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.371.

—
*Extrait des résolutions prises par le conseil
de gérance de la Société à Luxembourg en date du 30 avril 2009*

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue en date du 30 avril 2009 qu'il a été décidé, sur base de l'article 5 des statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société du 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 mai 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009060018/17.

(090069953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

I.P.P. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 77.310.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2008

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs de Madame Denise VERVAET, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, et de Monsieur Pierre SCHILL, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, ainsi que celui du commissaire aux comptes, Fiduciaire GLACIS S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG.

L'assemblée accepte la démission de Madame Joëlle LIETZ, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, de ses fonctions d'administrateur et appelle en remplacement Madame Sabrina COLLETTE, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009060065/20.

(090069703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Europa Nickel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 630.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.366.

—
*Extrait des résolutions prises par le conseil
de gérance de la Société à Luxembourg en date du 30 avril 2009*

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue en date du 30 avril 2009 qu'il a été décidé, sur base de l'article 6 des statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société du 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 mai 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009060028/17.

(090069923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Europa Cobalt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 67.650,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.731.

—
*Extrait des résolutions prises par le conseil
de gérance de la Société à Luxembourg en date du 30 avril 2009*

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue en date du 30 avril 2009 qu'il a été décidé, sur base de l'article 5 des statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société du 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 mai 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009060030/17.

(090069920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Slovenia Broadband S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 145.882.

—
EXTRAIT

Il ressort d'une convention de cession de parts sociales exécutée en date du 21 avril 2009 entre Milford Lux S.A., une société anonyme ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 114.356, et Mid Europa Fund III LP, une limited partnership ayant son siège social à Ogier House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 1VA, inscrite auprès du Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey, sous le numéro 836, que la totalité des 1.250.000 parts sociales de la Société sont détenues depuis le 21 avril 2009 par Mid Europa Fund III L.P., prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2009.

Pour Slovenia Broadband S.à r.l.

Signature

La gérance

Référence de publication: 2009060200/20.

(090069594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre-vingt-douzième (92.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,
R.C.S. Luxembourg B 146.080.

—
STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

- (1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre-vingt-douzième (92.) S.e.c.s.
- (2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.
- (3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

- (1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.
- (2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 150.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname:	Erbel, Doris
Straße:	Südwestkorso 19
Postleitzahl/Wohnort:	14197 Berlin
Geburtsdatum/Geburtsort:	27.06.60 / Bubach-Calmesweiler
Beruf:	Steuerberaterin

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

- (1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.
- (2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:
 - a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
 - b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.
 - c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
 - d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
 - e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
 - f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
 - g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
 - h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;

i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
- b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
- c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
- d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);
- e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschliessen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 18.06.2007.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060615/114.

(090070500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-troisième (583.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,

R.C.S. Luxembourg B 146.082.

—
STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-troisième (583.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters.

Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 170.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname:	Hufnagel, Marc
Straße:	Westfälische Str. 85
Postleitzahl/Wohnort:	57462 Olpe
Geburtsdatum/Geburtsort:	29.03.75 / Olpe
Beruf:	Kaufmann

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.
- Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;

- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
- b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
- c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
- d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);
- e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschließen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 29.06.2007.
INNCONA Management S.à r.l.
Unterschrift
Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060616/114.

(090070512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-deuxième (582.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,
R.C.S. Luxembourg B 146.081.

—
STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-deuxième (582.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters.

Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 170.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname:	Hufnagel, Marc
Straße:	Westfälische Str. 85
Postleitzahl/Wohnort:	57462 Olpe
Geburtsdatum/Geburtsort:	29.03.75 / Olpe
Beruf:	Kaufmann

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;

b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.

c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;

d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;

e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;

f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;

g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;

h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;

i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;

b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;

c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;

d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);

e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;

f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschliessen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 29.06.2007.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060617/114.

(090070505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-quatrième (584.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,

R.C.S. Luxembourg B 146.083.

—
STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-quatrième (584.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 170.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname:	Hufnagel, Marc
Straße:	Westfälische Str. 85
Postleitzahl/Wohnort:	57462 Olpe
Geburtsdatum/Geburtsort:	29.03.75 / Olpe
Beruf:	Kaufmann

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.
- c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen,

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

- (6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über
 - a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
 - b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
 - c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
 - d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);
 - e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
 - f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschliessen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Ge-

schäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 29.06.2007.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060618/114.

(090070515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Deux cent quatre-vingt et unième (281.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,

R.C.S. Luxembourg B 146.078.

— STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Deux cent quatre-vingt et unième (281.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 175.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname: Umberg, Werner

Straße: Xantener Str. 10

Postleitzahl/Wohnort: 10707 Berlin

Geburtsdatum/Geburtsort: 30.03.43 / Kirchhellen

Beruf:

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.
- c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
- b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
- c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
- d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);
- e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschließen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 27. Juni 2007.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060644/114.

(090070491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Vingt-deuxième (22.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,

R.C.S. Luxembourg B 146.079.

— STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Vingt-deuxième (22.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 154.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname:	Bernsen, Thomas
Straße:	Südwestkorso 19
Postleitzahl/Wohnort:	14197 Berlin
Geburtsdatum/Geburtsort:	18.08.62 / Mühlheim an der Ruhr
Beruf:	Steuerberater

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können

nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.
- c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
- b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
- c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
- d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);
- e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
- f) Auflösung der Gesellschaft,

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschließen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres.

Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 24.05.2007.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060647/114.

(090070495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-cinquième (585.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen,

R.C.S. Luxembourg B 146.085.

—
STATUTEN

Art. 1. Firma, Sitz

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-cinquième (585.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3. Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen. Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 170.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname:	Hufnagel, Marc
Straße:	Westfälische Str. 85
Postleitzahl/Wohnort:	57462 Olpe
Geburtsdatum/Geburtsort:	29.03.75 / Olpe
Beruf:	Kaufmann

Der Kommanditist wird nachfolgend auch "Gesellschafter" oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsfüh-

nung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen.
- c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
- b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
- c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
- d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß 4 Abs. (2);
- e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschliessen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 29.06.2007.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2009060621/114.

(090070523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

Institut Sephoris, l'Observatoire Européen des Droits de l'Homme et de la Famille A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg F 7.953.

STATUTS

L'an deux mille neuf, le 19 mars 2009,

Les soussignés membres fondateurs:

1. M. LAAS Raymond, retraité, de nationalité française, domicilié 911 chemin de la Combe des Oiseaux à F-30900 Nîmes, France,

2. Mme de FOUCAULT Amélie, mère au foyer, de nationalité française, domiciliée à chaussée de Saint Job 418, B-1180 Bruxelles, Belgique,

3. Mme ROTH Monique, infirmière, de nationalité française, domiciliée résidence Blondel à F-57400 Sarrebourg, France,

agissant comme indiqué plus haut, ont déclaré former entre eux une association sans but lucratif en conformité avec la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée (ci-après "la Loi"), et par les présents statuts (ci-après "l'Association").

Préambule

L'objectif poursuivi est d'établir une association à but philanthropique et culturel en général et, en particulier, mais sans préjudice à la généralité de ce qui précède, en vue de développer et d'étendre l'implication des citoyens du Luxembourg et des Etats européens dans la vie européenne.

Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. L'Association a la dénomination de: INSTITUT SEPHORIS, L'OBSERVATOIRE EUROPEEN DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA FAMILLE A.s.b.l., en abrégé INSTITUT SEPHORIS.

Elle sera appelée en anglais: SEPHORIS INSTITUTE, THE EUROPEAN OBSERVATORY FOR HUMAN RIGHTS AND THE FAMILY (SEPHORIS INSTITUTE). Et en allemand: INSTITUT SEPHORIS, EUROPÄISCHER BEOBACHTUNGSSTELLE FÜR DIE MENSCHENRECHTE UND DIE FAMILIE. (INSTITUT SEPHORIS). Les buts et les politiques de L'INSTITUT SEPHORIS doivent être déterminés par l'Assemblée Générale des Membres et tous les fonds et droits d'auteurs appartiennent légalement et sont à la disposition de l'Assemblée Générale.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré d'une adresse à une autre. Tout transfert de siège social doit être déposé endéans le mois pour publication dans le Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Art. 3. L'Association est constituée pour une durée illimitée.

Objet

Art. 4. L'Association a les missions suivantes:

1. Suivre les dossiers et les rapports de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe dans le domaine des Droits de l'Homme et de la Famille.
2. Echanger l'information auprès des réseaux nationaux et européens engagés dans les domaines des Droits de l'Homme et de la Famille.
3. Porter assistance à ces réseaux en leur fournissant des données européennes sur les Droits de l'Homme et de la Famille.
4. Proposer toute initiative pour promouvoir au Luxembourg et en Europe les Droits de l'Homme et de la Famille.

Art. 5. Pour réaliser ces objectifs, l'Association est autorisée à:

1. Lancer des appels et accepter (par voie de sollicitation ou non) des souscriptions, donations, legs immobiliers selon l'article 15 de la Loi, ou mobiliers, dévolutions testamentaires, revenus contractuels et autres contributions ou assistances, selon l'article 16 de la Loi, et les utiliser ou investir et ainsi qu'en utiliser les revenus pour favoriser l'un ou l'autre des objectifs précités.
2. Collecter et assurer le paiement de fonds aux fins des objectifs de l'Association.
3. Nommer tous responsables, agents et employés pour prêter assistance dans l'administration et la gestion de l'Association, ces nominations étant révocables par l'Association à son gré et payer à ces cadres les salaires annuels que l'Association estimera appropriés à sa discrétion.
4. Ouvrir, gérer des comptes bancaires, faire tous actes nécessaires pour la promotion des objectifs précités.

Membres

Art. 6. Le nombre des membres de l'Association est illimité. Le minimum en est fixé à trois. Les nouveaux membres seront admis à la majorité des 2/3 des membres de l'Assemblée Générale existante. Les premiers membres sont les fondateurs soussignés.

Art. 7. Les admissions de nouveaux membres sont décidées par l'Assemblée Générale. L'association accepte des membres individuels ou autres, dans les conditions définies par l'article 26.1 de la Loi. La liste des membres devra être déposée auprès du registre de commerce et des sociétés, selon l'article 10 de la Loi.

Art. 8. La démission, la suspension et l'exclusion des membres se font selon l'article 12 de la Loi.

Cotisations

Art. 9. Les membres, sauf décision différente de l'Assemblée Générale, paient une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale. La cotisation annuelle maximum de base sera de EUR 5,- (cinq euros). Ce montant pourra être revu par décision de l'Assemblée Générale.

Assemblée générale

Art. 10. L'Assemblée Générale est l'organe souverain de l'Association. Elle a tous les pouvoirs lui réservés expressément par l'article 4 de la Loi, et les présents statuts.

Elle a en particulier le pouvoir de: Modifier les statuts, Nommer et révoquer les administrateurs, Approuver les comptes et le budget, Dissoudre volontairement l'Association, et Exclure des membres, selon l'article 12 de la Loi et les présents statuts.

Art. 11. Chaque année au moins une assemblée générale devra se tenir. Elle élit parmi ses membres un président, un trésorier, et un secrétaire. Le président, le trésorier et le secrétaire forment le Conseil d'Administration. Les décisions sont transcrites dans le procès verbal. Les extraits et les documents légaux à fournir le cas échéant doivent être signés par le Président et le Secrétaire.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration par lettre ordinaire, par lettre postale ou par courrier électronique adressé à chaque membre au moins un mois avant l'assemblée et signée par le secrétaire au nom du Conseil d'Administration. Chaque assemblée doit se tenir au jour, à l'heure et à l'endroit indiqué dans la convocation.

Tous les membres doivent être convoqués. L'ordre du jour de l'Assemblée est mentionné dans l'avis de convocation. Toute proposition signée par le cinquième des membres doit être portée à l'ordre du jour, si elle est reçue avant l'envoi de la convocation à l'Assemblée Générale. Tout membre a un droit de vote égal dans l'assemblée. Il peut être représenté par un mandataire. Celui ci doit être un autre membre. Chaque membre ne peut détenir que deux procurations. Ces procurations ne pourront être valides que si le président ou son représentant ont reçu un avis écrit mentionnant cet arrangement, de la part du membre absent.

Art. 12. A l'exception des résolutions qui portent sur la modification des statuts selon l'article 8 de la Loi, toutes les autres résolutions se prennent selon la majorité des 2/3 des voix des membres présents.

Art. 13. L'Assemblée Générale doit être convoquée par le Conseil d'Administration selon les présents statuts ou lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande.

Art. 14. L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'Association ou une modification des statuts qu'en conformité avec les dispositions des articles 3, 8, 9 et 20 de la Loi sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Administration et Gestion journalière

Art. 15. L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres, nommés parmi les membres de l'Assemblée Générale et rééligibles tous les deux ans.

Art. 16. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer l'Association, selon l'article 13 et 14 de la Loi, en accord avec l'article 11 de la Loi, et les articles 4.3 et 4.4 des présents statuts. Le Conseil d'Administration nomme tous responsables, agents et employés pour prêter assistance dans l'administration et la gestion de l'Association, ces nominations étant révocables par l'Association à son gré, et le Conseil d'Administration paye à ces cadres les salaires annuels que l'Association estimera appropriés à sa discrétion. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'ouvrir et de gérer des comptes bancaires, et de faire tous actes nécessaires pour la promotion des objectifs précités. Selon l'article 13 de la Loi, les comptes du dernier exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront soumis annuellement par le Conseil à l'approbation de l'Assemblée Générale. Selon l'article 14 de la Loi, les administrateurs n'encourent aucune obligation personnelle à raison de leur fonction et ils sont seulement responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le Conseil d'Administration représente l'Association dans les relations avec les tiers, pour que l'Association soit valablement engagée à l'égard des tiers. Pour cela, deux signatures d'administrateurs sont nécessaires.

Mode de règlement des comptes

Art. 18. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre, et pour la première fois le 31 décembre 2009.

Art. 19. L'Assemblée Générale nommera un commissaire chargé de contrôler les comptes de l'Association et qui soumettra un rapport annuel, et elle fixera sa rémunération. Il sera nommé pour deux ans et sera rééligible.

Modification des statuts

Art. 20. La modification des statuts, selon les articles 10 et 17 des présents statuts, n'est possible qu'en conformité avec les dispositions des articles 8, 9 et 20 de la Loi.

Emploi du patrimoine en cas de dissolution

Art. 21. En cas de dissolution de l'Association, l'Assemblée Générale nommera un ou plusieurs liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs, fixera sa rémunération et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'Association.

Cette affectation devra être obligatoirement faite en faveur d'une oeuvre caritative, avec un but similaire.

Ces décisions ainsi que les nom(s), profession(s), et adresse(s) du ou des liquidateur(s) seront publiées au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009060649/120.

(090070488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

Maghreb Investments Limited, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 146.092.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the sixth day of May.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Maghreb Investments Limited, a limited liability company initially incorporated under the laws of Jersey, with registered office so far at La Motte Chambers, St. Helier JE1 1PB, Jersey, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of companies under company number 74.840 (the "Company").

The meeting is declared open at 11.00 a.m. with Isabelle Lentz, attorney-at-law, residing in Luxembourg, acting as chairman (the "Chairman"),

who appoints as secretary Mr. Hicham Kabbaj, attorney-at-law, residing in Paris, France.

The meeting elects Mr. Paul Witte, attorney-at-law, residing in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. To ratify the resolutions taken by the board of directors of the Company in Jersey on 20 April 2009, on 29 April 2009 and on 6 May 2009 (together the "Jersey Resolutions") deciding, amongst others:

a) to transfer the registered office and effective place of management of the Company from Jersey to the Grand Duchy of Luxembourg;

b) to approve the interim balance sheet of the Company as of 6 May 2009;

c) to accept the resignation of Alan Binnington, Sara Jane Kempster and Stuart Hornby as directors of the Company and appoint Olivier Dorier, Stewart (Chok Kien Lo) Kam-Cheong and Hermann-Günter Schommarz as new directors of the Company; and

d) to delegate to any authorized signatory of Mourant du Feu & Jeune in Jersey and/or to any lawyer of Oostvogels Pfister Feyten, Attorneys at Law, with offices at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, all the powers to perform all the formalities and to effect all the deregistrations, registrations and publications respectively in Jersey and in the Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of the transfer of the registered office and effective place of management to and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. To approve the Company's interim balance sheet as of 6 May 2009;

3. To confirm that all the assets and all the liabilities of the Company previously of Jersey nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg Company maintained without discontinuance, which will continue to own all the assets and will continue to be bound by all the obligations of the Company previously of Jersey nationality;

4. To fix the share capital of the Company at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by ten (10) shares with a nominal value of three thousand one hundred Euro (EUR 3,100.-) each;

5. To adopt the form of and to transform the Company to the extent necessary into a Luxembourg public limited liability company and to amend the Company's corporate name into "Maghreb Investments Limited";

6. To fully restate the Company's articles of association;

7. To fix the first financial year of the Company;

8. To fix the registered office of the Company at 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

9. To fix the number of directors of the Company at three (3), to elect the new directors of the Company and to determine the duration of their mandate;

10. To appoint the statutory auditor of the Company;

11. To delegate to any lawyer of Mourant du Feu & Jeune with offices at 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, and/or to any lawyer of Oostvogels Pfister Feyten, Attorneys at Law, with offices at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, all the powers to perform all the formalities and to effect all the deregistrations, registrations and publications respectively in Jersey and in the Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of the transfer of the registered office and effective place of management to and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg; and

12. Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of the shares held by them are shown on an attendance list which, signed by their proxy and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

(iii) That it appears from the said attendance list that all the shares representing the total share capital of the Company are represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this meeting.

The Chairman explains the various items of the agenda. In particular, the Chairman sets out that the Company intends to transfer its registered office and its effective place of management from Jersey to the Grand Duchy of Luxembourg, that board meetings were held in Jersey on 20 April 2009, on 29 April 2009 and on 6 May 2009 during which the transfer has already been unanimously decided and that all formalities in that respect by the laws of Jersey have been taken in Jersey. He concludes that the purpose of the meeting is to decide, under Luxembourg law, on the same transfer and to adapt the Company's articles of association to Luxembourg law.

(iv) That a certified copy of the extract of the resolutions taken by the board of directors of the Company stating the resolutions to transfer the registered office and the effective place of management to the Grand Duchy of Luxembourg, as well as approving the interim balance sheet dated 6 May 2009, after having been signed ne varietur by the proxy holders and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

After deliberation, the general meeting of shareholders then adopts each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to ratify the Jersey Resolutions so that the registered office and effective place of management of the Company is transferred from Jersey to the Grand Duchy of Luxembourg as of 6 May 2009 and the Company adopts the Luxembourg nationality as of the same day, with corporate continuance.

Second resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to approve the Company's interim balance sheet as of 6 May 2009, confirming that the net asset value of the Company amounts to thirty-three million eight hundred forty-six thousand three hundred four Euro (EUR 33,846,304.-) corresponding to an US Dollars equivalent of forty-five million fifty thousand four hundred forty-six US Dollars (USD 45,050,446.-).

The amount of the net asset value of the Company has been confirmed by a report of the independent auditor Facts Audit Services S.à r.l. at 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg which concludes as follows:

"Based on our work and given the market condition and other circumstances prevailing at the date of this report, nothing came to our attention that causes us to believe that the net asset value of the assets and liabilities to be transferred are not at least equal to the value of the shares to be issued in consideration, plus share premium."

The general meeting of shareholders further resolves to allocate from the transferred net asset value thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to the subscribed share capital of the Company and the remaining net asset value to the Company's share premium account.

The said report, after having been signed in variety by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Third resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to confirm that all the assets and all the liabilities of the Company previously of Jersey nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg Company maintained without discontinuance, which will continue to own all the assets and will continue to be bound by all the obligations of the Company previously of Jersey nationality.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to fix the share capital of the Company at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by ten (10) shares with a nominal value of three thousand one hundred Euro (EUR 3,100.-) each.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to adopt the form of and to transform the Company to the extent necessary into, a Luxembourg public limited liability company and to amend the Company's corporate name into "Maghreb Investments Limited".

Sixth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to fully restate the Company's articles of association, which shall have the following wording:

"Chapter I. Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Corporate form. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a public limited liability company (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company will exist under the name of "Maghreb Investments Limited".

Art. 2. Registered office. The Company will have its registered office within the municipality of Munsbach.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Munsbach by a resolution of the Director or, as the case may be, of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

In the event that in the view of the Director or, as the case may be, of the Board of Directors extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such

temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Corporate object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/ or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form. The Company may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds, notes, securities, debentures and certificates.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Chapter II. Share capital

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into ten (10) shares with a nominal value of three thousand one hundred Euro (EUR 3,100.-) each.

An authorized share capital is set at nine million nine hundred ninety-seven thousand five hundred Euro (EUR 9,997,500.-) represented by three thousand two hundred twenty-five (3,225) shares with a nominal value of three thousand one hundred Euro (EUR 3,100.-) per share.

The Board of Directors is authorised and empowered to:

- realise any increase of the share capital within the limits of the authorised share capital in one or several successive tranches, by the issuance of additional shares (under the conditions provided above), against payment in cash or in kind, by conversion of claims, integration of reserved profits or in any other manner;

- determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying-up on the additional shares;

- remove or limit for the existing shareholder(s) a preferential right to subscribe to the additional shares to be issued; and

- determine whether a share premium will be paid on the additional shares to be subscribed and issued and the amount of such share premium.

These authorizations are valid for a period ending on 5 years from incorporation, and they may be renewed by a general meeting of shareholder(s) for those shares of the authorized share capital which up to that date will not have been issued by the Board of Directors.

Following each increase of the share capital, realised and duly stated in the form provided for by the law, article 5 will be modified so as to reflect the actual increase. Such modification will be recorded in authentic form by the Board of Directors or by any person duly authorised and empowered by it for this purpose.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of the shareholder(s).

If the Company issues registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of a registered share will result from the recordings in the shareholders' register.

The transfers of shares will be carried out by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register will be delivered to the shareholders.

The Company may issue multiple share certificates.

Shares may be held in trust by one or several shareholders.

Art. 7. Increase and Reduction of share capital. The capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by a contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholder (s) in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Director or, as the case may be, the Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Director or, as the case may be, the Board of Directors to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares.

The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law.

Chapter III. Management, Statutory auditors

Art. 9. Directors / Board of directors. In the event the Company is composed of a single shareholder, the latter may appoint only one director (the "Director"). When the Company is composed of several shareholders, it shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors") composed of at least three members who need not be shareholders (the "Directors", unless otherwise expressed, reference to Directors include the sole Director that may be appointed by a sole shareholder).

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to appoint one or several Class A Director(s) and one or several Class B Director(s).

The Director(s) shall be appointed by the sole shareholder, or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration, the duration of their mandate for a period not exceeding six years. They will hold office until their successors are elected. They may be reelected, and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders.

If a corporate entity is appointed as Director, it shall designate a natural person to exercise its functions and act on the name and behalf of the corporate entity.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, if applicable, the remaining Directors may meet and may elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Directors shall not disclose, even after the term of their mandate, information on the Company made available to them, the disclosure of which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law or in public interest.

Art. 10. Meeting of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholder(s).

The Board of Directors will meet upon receiving a written notice for such a meeting from the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two Directors so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another Director as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the date, time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board meeting shall be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as the Board of Directors may from time to time determine.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax or by telegram another Director as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the Directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman has a casting vote.

One or more Directors may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication thus enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. Such meetings shall be considered equivalent as a meeting held at the registered office of the Company.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 11. Minutes of the meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any two members of the Board of Directors.

Art. 12. Powers of the Directors. The Director or, as the case may be, the Board of Directors is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by law to the general meeting of shareholders) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law to the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

Art. 13. Delegation of powers. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more Directors, if applicable, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders (the "Managing Director"), or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management is subject to previous authorisation by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

When the Company has a Board of Directors, the delegation of daily management to a member of the Board of Directors entails the obligation for the Board of Directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

Art. 14. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, other than transactions concluded under normal conditions and falling within the scope of the day-to-day management of the Company, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

However, when the Company is composed of a single shareholder, transactions in which the Director(s) has/have a personal interest shall be recorded in the minutes of the meeting.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound by the sole signature of any director of the Company or by the single signature of the Managing Director (as defined in Article 13) within the limits of the daily management or by the joint or single signature of any person to whom such signature power shall have been delegated by the Board of Directors.

However if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders have appointed one or several Class A Directors and one or several Class B Directors, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Director and one Class B Director or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Director or, as the case may be, by the Board of Directors, within the limits of such power.

Art. 16. Statutory auditors. The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or more auditor (s) who need not be shareholders.

The auditors will be elected by the sole shareholder or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

Chapter IV. General meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the broadest powers to adopt and ratify any action relating to the Company. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by the law to the general meeting of shareholders. In such case, the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes.

Art. 18. Annual general meeting. The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice convening the meeting on the 30th day of the month of June of each year, at 12.00 a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 19. Other general meetings. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the Company's capital so require in writing with an indication of the agenda of the upcoming meeting. If the general meeting is not held within a one month period, it may be convened by an agent designated by the judge presiding the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, upon the request of one or more shareholders representing the ten percent (10%) threshold.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Director or, as the case may be, the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Procedure, Vote. The sole shareholder or, as the case may be, the shareholders will meet upon call by the Director or, as the case may be, the Board of Directors or the auditors made in compliance with the law. The notice sent to the shareholders, in accordance with the law, will specify the time, date and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

Shareholders representing at least one tenth of the Company's capital may request in writing that additional items be indicated on the agenda of any general meeting. Such request shall be addressed to the registered office of the Company by registered letter at least five days before the date on which the general meeting shall be held.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Director or, as the case may be, the Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

The general meeting of shareholders shall not validly deliberate on proposed amendments of the Articles of Incorporation unless at least one half of the capital is represented and resolutions related therewith, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of votes validly cast, exclusive of abstention, shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote and blank and spoiled ballot papers.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication thus enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the sole Director or, in the event the Company is managed by a Board of Directors, by any two members of the Board of Directors.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 21. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year. The Director, or as the case may be, the Board of Directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 22. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The sole shareholder or as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Director or, as the case may be, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends. The Director or as the case may be, the Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. Applicable law

Art. 24. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended."

Seventh resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES that the first financial year of the Company shall begin on the 6 May 2009 and shall terminate on 31 December 2009.

Eighth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to fix the registered office of the Company at 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Ninth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to set the number of directors at three (3), and elect the following persons as directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts 2009:

1. Mr. Olivier Dorier, accountant, born in Saint-Rémy, France, on 25 September 1968, with professional address at 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

2. Mr. Stewart (Chok Kien Lo) Kam-Cheong, accountant, born in Port-Louis, Mauritius, on 22 July 1962, with professional address at 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Mr. Hermann-Günter Schommarz, accountant, born in Amersfort, Republic of South Africa, on 20 November 1970, with professional address at 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Tenth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to appoint Facts Audit Services, 41, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as statutory auditor of the Company.

Eleventh resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to delegate to any lawyer of Mourant du Feu & Jeune, with offices at 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, and/or to any lawyer of Oostvogels Pfister Feyten, Attorneys at Law, with offices at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, all the powers to perform all the formalities and to effect all the deregistrations, registrations and publications respectively in Jersey and in the Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of the transfer of the registered office and effective place of management to and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

Expenses - Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this document are estimated at approximately three thousand euro (€ 3,000.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed at 11.30 a.m.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le six mai.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Maghreb Investments Limited, une société anonyme initialement constituée selon les lois de Jersey avec son siège social au La Motte Chambers, St. Helier JE1 1PB, Jersey, Iles Anglo-Normandes enregistrée auprès du registre des sociétés de Jersey sous le numéro de sociétés 74.840 (la "Société").

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence d'Isabelle Lentz, avocat, demeurant au Luxembourg (le "Président"), qui désigne comme secrétaire M. Hicham Kabbaj, avocat, demeurant à Paris, France.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. Paul Witte, avocat, demeurant au Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

(i) Que la présente assemblée générale extraordinaire a l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société à Jersey en date du 20 avril 2009, du 29 avril 2009 et du 6 mai 2009 (ensemble les "Décisions de Jersey"), décidant, entre autres:

a) de transférer le siège social et le siège d'administration effective de la Société du Jersey au Grand-Duché de Luxembourg;

b) d'approuver les comptes intérimaires de la Société au 6 mai 2009;

c) d'accepter la démission de Alan Binnington, Sara Jane Kempster et Stuart Hornby en tant qu'administrateurs de la Société et de nommer Olivier Dorier, Stewart (Chok Kien Lo) Kam-Cheong et Hermann-Günter Schommarz en tant que nouveaux administrateurs de la Société; et

d) de déléguer à tout signataire autorisé de signer de Mourant du Feu & Jeune au Jersey et/ou à tout juriste de Oostvogels Pfister Feyten, Avocats à la Cour, ayant pour adresse 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, tout pouvoir d'effectuer toutes les formalités et faire tous les désenregistrements, enregistrements et publications respectivement au Jersey et au Grand-Duché de Luxembourg pour transférer le siège social et le siège d'administration effective et continuer l'existence de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

2. Approbation du bilan intérimaire en euros de la Société au 6 mai 2009;

3. Confirmation que tout l'actif et le passif de la Société, auparavant de nationalité de Jersey, reste sans restriction dans sa totalité la propriété de la Société luxembourgeoise, maintenue sans interruption, qui continuera de posséder tout l'actif et continuera d'être soumise à toutes les obligations de la Société auparavant de nationalité de Jersey;

4. Fixation du capital social de la Société à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par dix (10) actions avec une valeur nominale de trois mille cent euros (EUR 3.100,-) chacune;

5. Adoption de la forme d'une et transformation dans la mesure nécessaire de la Société en une société anonyme de droit luxembourgeois et changement de la dénomination sociale de la Société en "Maghreb Investments Limited";

6. Refonte complète des statuts de la Société;

7. Fixation du premier exercice social de la Société;

8. Fixation du siège social de la Société au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

9. Fixation du nombre des administrateurs de la Société à trois (3), nomination des nouveaux administrateurs de la Société et détermination de la durée de leur mandat;

10. Nomination du commissaire aux comptes de la Société;

11. Délégation à tout juriste de Mourant du Feu & Jeune avec adresse au 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, et/ou tout juriste de Oostvogels Pfister Feyten, Avocats à la Cour, avec adresse au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, de tout pouvoir d'effectuer toutes les formalités et de faire tous les désenregistrements, enregistrements et publications respectivement au Jersey et au Grand-Duché de Luxembourg pour transférer le siège social et le siège d'administration effective et continuer l'existence de la Société au Grand-Duché de Luxembourg; et

12. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; qui, après avoir été signée par les mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées ne varientur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

(iii) Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée qui par conséquent est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés avant la présente assemblée.

Le Président expose les différents points de l'ordre du jour. En particulier, le Président explique que la Société a l'intention de transférer son siège social et son siège d'administration effective du Jersey au Grand-Duché de Luxembourg, que des conseils d'administration se sont tenus à Jersey en date du 20 avril 2009, 29 avril 2009 et 6 mai 2009 pendant lesquels le transfert a déjà été décidé à l'unanimité des voix et que toutes les formalités demandées par les lois de Jersey ont été respectées au Jersey. Il conclut que l'objectif de la présente assemblée est de décider, selon les lois de Luxembourg, du même transfert et d'adapter les statuts de la Société à la loi luxembourgeoise.

(iv) Qu'une copie conforme des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société exposant les résolutions de transférer le siège social et le siège d'administration effective au Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'approuvant le bilan intérimaire en date du 6 mai 2009, après avoir été signée ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte et sera soumise au même moment à la formalité de l'enregistrement.

Puis l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de ratifier les Décisions de Jersey pour que le siège social et le siège d'administration effective de la Société soit transféré du Jersey au Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 6 mai 2009 et que la Société adopte la nationalité luxembourgeoise à la même date avec continuation de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE d'approuver le bilan intérimaire de la Société au 6 mai 2009, confirmant que l'actif net de la Société est de trente-trois millions huit cent quarante-six mille trois cent quatre euros (EUR 33.846.304,-) correspondant à quarante-cinq millions cinquante mille quatre cent quarante-six dollars américain (USD 45.050.446,-).

Le montant de l'actif net de la Société a été confirmé par un rapport du réviseur d'entreprises indépendant Facts Audit Services S.à r.l. au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg qui conclut comme suit:

"Sur la base de notre service et vues les conditions du marché et autres circonstances existantes à la date de ce rapport, rien n'est venu à notre connaissance qui nous fait supposer que l'actif net des actifs et passifs à transférer ne sont pas au moins égale à la valeur des actions à émettre en échange, plus prime d'émission."

L'assemblée générale des actionnaires décide de plus de placer trente et un mille euros (EUR 31.000,-) de l'actif net transférée au capital social souscrit de la Société et de placer le reste de l'actif net dans un compte de prime d'émission de la Société.

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec celui-ci.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de confirmer que tout l'actif et le passif de la Société, auparavant de nationalité de Jersey, restera sans restriction dans sa totalité la propriété de la Société luxembourgeoise, maintenue sans interruption, qui possédera tout l'actif et continuera d'être soumise à toutes les obligations de la Société auparavant de nationalité de Jersey.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de fixer le capital social de la Société à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par dix (10) actions avec une valeur nominale de trois mille cent euros (3.100,-) chacune.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE d'adopter la forme de et de transformer la Société dans la mesure nécessaire en une société anonyme de droit luxembourgeois et de changer la dénomination sociale de la Société en "Maghreb Investments Limited".

Sixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de refondre complètement les statuts de la Société qui auront la teneur suivante:

"Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination sociale, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé par les présentes entre le(s) souscripteur(s) et tous ceux qui pourront devenir propriétaires des actions ci-après créées, une société ayant la forme d'une société anonyme (la "Société") qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination "Maghreb Investments Limited".

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Munsbach.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Munsbach par une décision de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, par une décision de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Au cas où l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger, ou que de tels événements sont imminents, il peut transférer

temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de toute partie intéressée par l'un des organes ou des personnes en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations et la détention de ces participations dans toute entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. La Société peut gager, transférer, grever ou autrement créer des garanties sur tout ou partie de ses actifs.

La Société peut emprunter sous toute forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, d'obligations bancaires, titres, certificats d'obligation et certificats.

La Société peut employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier et ce, sous quelque forme que ce soit.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par dix (10) actions d'une valeur nominale de trois mille cent euros (EUR 3.100,-) chacune.

Un capital social autorisé est fixé à neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cent euros (EUR 9.997.500,-), représenté par trois mille deux cent vingt-cinq (3.225) actions d'une valeur nominale de trois mille cent euros (EUR 3.100,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et habilité à:

- réaliser toute augmentation de capital social dans les limites du capital social autorisé en une ou plusieurs tranches successives, par l'émission de nouvelles actions (selon les conditions détaillées ci-dessus), contre paiement en espèce ou en nature, par la conversion de créances, intégration de profits réservés ou de toute autre manière;
- déterminer le lieu et la date d'émission des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles actions;
- supprimer ou limiter un droit préférentiel de souscription des actionnaires existants pour les nouvelles actions à émettre; et
- déterminer si une prime d'émission sera payée ou non pour les nouvelles actions à souscrire et à émettre et déterminer le montant d'une telle prime d'émission.

Ces autorisations sont valables pour une période finissant la cinquième année à partir de la date de la constitution et elles peuvent être renouvelées par une assemblée générale des actionnaires pour les actions du capital social autorisé qui n'auront pas été émises jusqu'à cette date par le Conseil d'Administration.

Après chaque augmentation de capital social, réalisée et dûment formulée dans les formes prescrites par la loi, l'article 5 sera modifié afin de refléter l'augmentation en question. Cette modification sera documentée par acte authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne dûment autorisée et habilitée à cette fin.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du/des actionnaire(s).

Au cas où la Société émet des actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société qui pourra être examiné par tout actionnaire. Le registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre d'actions détenues, l'indication du paiement effectué pour les actions ainsi que les transferts d'actions et leur date.

Chaque actionnaire devra notifier à la société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

La propriété d'une action nominative résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Le transfert d'actions s'effectuera par une déclaration de transfert qui sera inscrite dans le registre des actionnaires, daté et signé par le cessionnaire et le cédant ou leurs représentants. Les transferts d'actions pourra aussi être effectués conformément aux règles régissant le transfert des droits fixées dans l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. De plus la Société pourra accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert visé dans toute correspondance ou autre document qui prouve le consentement du cessionnaire et du cédant.

Des certificats reflétant l'inscription dans le registre des actionnaires seront délivrés à/aux actionnaire(s).

La Société pourra émettre plusieurs certificats d'actions.

Les actions pourront être détenues en trust par un ou plusieurs actionnaire(s).

Art. 7. Augmentation et Réduction du capital. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée conformément aux règles de quorum et de majorité fixées par ces Statuts ou, le cas échéant, par la loi pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par un apport en espèce seront offertes de préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital que chacun de ces actionnaires détient. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration déterminera la période pendant laquelle le droit de souscription préférentiel devra être exercé. Cette période ne devra pas être inférieure à trente jours.

Nonobstant ce qui précède, l'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires, délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour toute modification des Statuts, pourra limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat d'actions propres. La Société peut acheter ses propres actions.

L'acquisition et la détention de ses propres actions se feront conformément aux conditions et limites fixées par la loi.

Chapitre III. Administration, Commissaires aux comptes

Art. 9. Administrateurs / Conseil d'administration. Au cas où la Société est composée d'un actionnaire unique, celui-ci peut nommer un seul administrateur l'"Administrateur". Lorsque la Société est composée de plusieurs actionnaires, celle-ci devra être gérée par un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration") composé de trois membres au moins, actionnaires ou non (les "Administrateurs", sauf mention expresse, désigne les Administrateurs y compris l'Administrateur unique pouvant être nommé par l'actionnaire unique).

L'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires, peut décider de nommer un ou plusieurs Administrateur(s) de Classe A et un ou plusieurs Administrateur(s) de Classe B.

Les Administrateur(s) seront nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, leur rémunération, la durée de leur mandat pour une durée ne pouvant excéder six (6) ans. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, par une résolution de l'actionnaire unique, ou le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires, avec ou sans motif.

Si une personne morale est nommée en tant qu'Administrateur, celle-ci devra désigner une personne physique pour en exercer les fonctions et agir au nom et pour le compte de la personne morale.

En cas de vacance au sein du Conseil d'Administration, les Administrateurs restant pourront se réunir et élire un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Les Administrateurs ne pourront révéler, même après le terme de leur mandat, d'information relative à la Société dont la révélation pourrait se faire au détriment des intérêts de la Société, sauf si cette révélation est rendue obligatoire par la loi ou est d'intérêt public.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire, qui ne devra pas nécessairement être un Administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation écrite du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux Administrateurs le demandent.

Le Président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, le Conseil d'Administration pourra désigner tout autre Administrateur en tant que président pro tempore par un vote à la majorité des personnes présentes ou représentées lors de l'assemblée.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux pouvant assister à cette réunion, avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et contiendra l'ordre du jour ainsi que la nature des affaires qui y seront décidées.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment écrit, par télécopieur ou par télégramme, de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans un ordre du jour préalablement adopté par une résolution du Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg que le Conseil d'Administration peut déterminer, le cas échéant.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit, fax ou télégramme, un autre Administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la moitié des Administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion. Le président dispose d'une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Administrateurs peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion. De telles réunions seront réputées équivalentes à une réunion tenue au siège social de la Société.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou par deux membres du Conseil d'Administration.

Art. 12. Pouvoirs des Administrateurs. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société (à l'exception de ceux qui sont expressément conférés par la loi à l'assemblée générale des actionnaires). Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'actionnaire unique, ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des actionnaires par la loi sont de la compétence de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette gestion journalière à un ou, le cas échéant, plusieurs Administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui ne devront pas nécessairement être actionnaires ("Administrateur Délégué"), déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires déterminées à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière est sujette à l'autorisation préalable de l'actionnaire unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque la Société comporte un Conseil d'Administration, la délégation de la gestion journalière à un membre du Conseil d'Administration impose l'obligation pour le Conseil d'Administration de rapporter chaque année lors de l'assemblée générale ordinaire les salaires, rétributions et autres avantages octroyés au délégataire.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou firme ne sera affecté ou rendu caduc du fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société aient un intérêt personnel dans cette société ou firme, ou en soient administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé. Sauf disposition contraire ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires ne sera pas, en raison de l'appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de délibérer et de voter ou d'agir au sujet de toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société a un intérêt personnel dans une opération de la Société, autre qu'une opération conclue dans des conditions normales et tombant dans le domaine de la gestion journalière de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération, ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoir, seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Cependant, lorsque la Société est composée d'un actionnaire unique, les transactions dans lesquelles un/plusieurs Administrateur(s) a/ont un intérêt personnel devront être inscrites au procès-verbal de l'assemblée.

Art. 15. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la seule signature de chaque administrateur de la Société ou par la seule signature de l'Administrateur Délégué (tel que défini dans l'Article 13) dans les limites de la gestion journalière ou par la signature seule ou conjointe de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration.

Toutefois, si l'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires a nommé un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie A et un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Commissaires aux comptes. Les opérations de la Société sont supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Les commissaires aux comptes seront nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne pourra dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles au terme de leurs mandats mais peuvent être révoqués à

tout moment avec ou sans motif par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV. Assemblées générales des actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires aura les pouvoirs les plus larges pour adopter et ratifier toute action se rapportant à la Société. Si la Société est composée d'un actionnaire unique, ce dernier exerce les pouvoirs conférés par la loi à l'assemblée générale des actionnaires. Dans ce cas, les résolutions de l'actionnaire unique seront inscrites au procès-verbal.

Art. 18. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou à un autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans les convocations le trente juin de chaque année, à 12.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 19. Autres assemblées générales. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent par écrit avec l'indication de l'ordre du jour de la prochaine réunion. Si l'assemblée générale n'est pas tenue endéans un mois, elle peut être convoquée par un agent désigné par le magistrat président le Tribunal d'Arrondissement compétent pour les affaires commerciales et statuant en cas d'urgence, sur requête d'un ou plusieurs actionnaires représentant le seuil de dix pourcent (10%).

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure, qui seront appréciées souverainement par l'Administrateur ou, le cas échéant par, le Conseil d'Administration.

Art. 20. Procédure, Vote. L'actionnaire unique ou, le cas échéant, les actionnaires se réuniront sur convocation de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration ou du (des) commissaire(s) aux comptes, conformément aux conditions fixées par la loi. La convocation adressée aux actionnaires, conformément à la loi, contiendra le lieu et la date et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée générale et la nature des affaires devant être décidées.

Les actionnaires représentant au moins dix pourcent du capital social de la Société peuvent demander par écrit que des points supplémentaires soient ajoutés à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Une telle demande devra être adressée au siège social de la Société par lettre recommandée au moins cinq jours avant la tenue de l'assemblée générale.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée générale des actionnaires et déclarent avoir pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme, un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut arrêter toute autre condition à remplir pour prendre part aux assemblées générales des actionnaires.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les décisions seront prises à la majorité simple des votes, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à l'assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires ne pourra délibérer valablement sur des propositions de modification des Statuts que si au moins la moitié du capital social est représentée, et si les résolutions qui s'y rapportent sont adoptées par au moins deux tiers des votes valablement exprimés, en excluant l'abstention, les actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ainsi que les votes blancs et les bulletins de vote abîmés.

Un ou plusieurs actionnaires peuvent participer à une assemblée générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à plusieurs personnes de communiquer simultanément. Une telle participation sera réputée être équivalente à une présence physique à la réunion.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires à produire en justice ou ailleurs seront signés par l'Administrateur, ou au cas où la Société est gérée par un Conseil d'Administration, par deux membres du Conseil d'Administration.

Chapitre V. Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration préparera les comptes annuels conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux pratiques comptables.

Art. 22. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la constitution d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

L'actionnaire unique, ou l'assemblée générale des actionnaires décidera de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il/Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter sur l'exercice suivant ou de le distribuer aux actionnaires sous la forme de dividendes.

Conformément aux conditions fixées par la loi, l'Administrateur, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration, peut verser un acompte sur dividendes. L'Administrateur, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration détermine le montant et la date du versement de tout acompte sur dividendes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant l'assemblée générale des actionnaires votant d'après les mêmes règles de quorum et de majorité que pour les modifications statutaires, sauf dispositions différentes prévues par la loi. En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée."

Septième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE que le premier exercice social de la Société commencera le 6 mai 2009 et se terminera au 31 décembre 2009.

Huitième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de fixer le siège social de la Société au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Neuvième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de fixer le nombre des administrateurs de la Société à trois (3) et nommer les personnes suivantes administrateurs de la Société pour une période finissant après l'assemblée générale annuelle des actionnaires approuvant les comptes annuels de 2009:

1. M. Olivier Dorier, comptable, né le 25 septembre 1968 à Saint-Rémy, France, résidant professionnellement au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

2. M. Stewart (Chok Kien Lo) Kam-Cheong, comptable, né le 22 juillet 1962 à Port-Louis, Ile Maurice, résidant professionnellement au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

3. M. Hermann-Günter Schommarz, comptable, né le 20 novembre 1970 à Amersfort, République d'Afrique du Sud, résidant professionnellement au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de nommer Facts Audit Services, 41, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que commissaire aux comptes de la Société.

Onzième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de déléguer à tout juriste de Mourant du Feu & Jeune avec adresse au 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, et/ou tout juriste de Oostvogels Pfister Feyten, Avocats à la Cour, avec adresse au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, tout pouvoir d'effectuer toutes les formalités et de faire tous les désenregistrements, enregistrements et publications respectivement au Jersey et au Grand-Duché de Luxembourg pour transférer le siège social et le siège d'administration effective et continuer l'existence de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Frais - Estimation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte, sont estimés approximativement à trois mille euros (€ 3.000,-).

Rien de plus n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires est clôturée à 11.30 heures.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.
Signé: Lentz, Kabbaj, Witte, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 6 mai 2009. Relation: EAC/2009/5271. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 7 mai 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009060682/219/790.

(090070696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

Riverside Europe Loudspeakers Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 119.960.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 23 avril 2009

1. Monsieur Tomasz GLOWACKI a démissionné de son mandat de gérant B.

2. Monsieur Peter PARMENTIER, administrateur de sociétés, né à Gent (Belgique), le 2 juillet 1972, demeurant professionnellement à B-1200 Woluwe Saint Lambert, (Belgique), 218, rue Konkel, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 12 mai 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *Riverside Europe Loudspeakers Luxembourg S.à r.l.*

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009059967/17.

(090069918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

Perseus Immobilien Gesellschaft 7, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 132.805.

—
Auszug aus dem Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter abgehalten am 18. Februar 2009

Geschäftsführer

- Die Generalversammlung nahm den Rücktritt von Herr Paul OBEY, Privatangestellter, geboren am 5. März 1966 in Bexley (England), beruflich wohnhaft in London EC4A 2BB, Peterborough Court, Fleet Street, 133 (England) als Kategorie B-Geschäftsführer an.

- Die Generalversammlung hat beschlossen, Herrn Michael FURTH geboren am 29. April 1968 in Che (Irland), beruflich wohnhaft in London EC4A 2BB, Peterborough Court, Fleet Street, 133 (England) mit sofortiger Wirkung als Kategorie B-Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit zu ernennen.

Luxemburg, den 28 April. 2009.

Unterschriften.

Référence de publication: 2009060131/16.

(090069453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.

LCE Allemagne 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 140.304.

—
EXTRAIT

En date du 6 avril 2009, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Jean-Pierre Raynal, en tant que gérant B, est acceptée avec effet immédiat.

- Mme Caroline Anne Vander Meersch, avec adresse au 31, Elaine Grove, Londres NW5 4QH, Grande-Bretagne, est élue nouveau gérant B de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 6 mai 2009.

Pour extrait conforme

Bart Zech

Référence de publication: 2009059977/16.

(090069949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2009.
